

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

TRIGANO

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 82 310 249,75 €
Siège social : 100, rue Petit – 75019 Paris
722 049 459 R.C.S. Paris

Exercice social : du 1er septembre au 31 août.

A. — Comptes sociaux

I. — Bilan.

(En milliers d'Euros.)

Actif	Note	31/08/2017	31/08/2016
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles		9 039	8 819
Dépréciations et amortissements		-5 320	-4 782
Total Immobilisations incorporelles	2	3 719	4 037
Immobilisations corporelles		36 250	32 952
Dépréciations et amortissements		-10 537	-11 310
Total Immobilisations corporelles	2	25 713	21 642
Immobilisations financières		298 699	261 304
Dépréciations		-23 324	-26 981
Total Immobilisations financières	3	275 375	234 323
Total Actif immobilisé		304 808	260 002
Actif circulant			
Créances clients et autres débiteurs	4	83 512	76 890
Valeurs mobilières de placement	5	380	206
Disponibilités		84 761	55 077
Total Actif circulant		168 654	132 173
Comptes de régularisations		1 911	1 227
Total actif		475 373	393 402

Passif	Note	31/08/2017	31/08/2016
Capitaux propres :			
Capital	7	82 310	82 310
Primes d'émission, de fusion, d'apport		4 184	4 183
Réserve légale		9 016	9 016
Autres réserves et report à nouveau		94 060	97 098
Résultat de l'exercice		41 863	16 113
Subventions d'investissement		38	49
Provisions réglementées		3 971	3 724
Total Capitaux propres		235 441	212 493
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques		2 348	859
Total Provisions pour risques et charges	8	2 348	859
Dettes			

Emprunts et dettes financières	9-10	491	10 587
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9-10	1 738	5 943
Dettes fiscales et sociales	9-10	8 005	8 692
Autres dettes	9-10	227 260	154 762
Comptes de régularisations		91	66
Total dettes		237 584	180 050
Total passif		475 373	393 402

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros)	Note	2016/2017	2015/2016
Chiffre d'affaires net		10 605	8 582
Autres produits d'exploitation		23 993	14 502
Total des produits d'exploitation	12	34 597	23 084
Autres achats et charges externes		-3 835	-2 768
Impôts et taxes		-893	-903
Salaires et traitements		-3 349	-3 215
Charges sociales		-1 507	-1 456
Dotations aux amortissements et provisions		-1 804	-1 585
Autres charges		-1 464	-5 567
Total des charges d'exploitation		-12 852	-15 494
Résultat d'exploitation		21 746	7 590
Résultat financier	13	20 613	12 603
Résultat exceptionnel	14	1 211	-290
Impôts sur les bénéfices		-1 707	-3 791
Résultat net		41 863	16 113

III. — Annexe aux comptes sociaux.

Note 1. – Informations générales.

La présente annexe se rapporte au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2017 dont le total est de 475 373 K€ et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dont le total des produits est de 85 904 K€ et dégageant un bénéfice de 41 863 K€.

1.1. Principes et méthodes comptables. — Les comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017 ont été établis selon les principes comptables du plan comptable général (règlement ANC 2014-03) homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014 et de l'ensemble des règlements ANC le complétant.

Les règles et méthodes comptables appliquées sont identiques à celles de l'exercice précédent. L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er septembre 2016 au 31 août 2017.

1.2. Faits marquants de l'exercice. — Dans un contexte de confirmation de reprise du marché du camping-car en Europe, la société a procédé au cours de l'exercice à la restructuration de certaines de ses filiales. Ces opérations se sont traduites notamment par des abandons de créances au profit des sociétés Autostar, Ouest VDL et Résidences Trigano.

L'exercice a été marqué, par ailleurs, par l'acquisition le 3 janvier 2017 de 52% des actions A d'Auto-Sleepers Investments (représentant 26% des droits de vote et des droits à dividende) et le 27 juillet 2017 de 100% des actions de Groupe Remorques Hubière. Auto-Sleepers Investments était déjà détenue à 49,99% par SEA, filiale de Trigano.

Enfin, la société a continué à investir dans des projets d'augmentation des capacités de production de ses filiales.

1.3. Événements post-clôture. — Le 22 septembre 2017, Trigano a procédé à l'acquisition de 85% du capital de la société Protej d.o.o. propriétaire du groupe Adria. Le financement de cette acquisition est assuré par la mise en place de lignes de crédit spécifiques accordées par le pool bancaire de Trigano en septembre 2017.

Note 2. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

2.1. Méthodes comptables. — Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, dépôt de marques, brevets, procédés et logiciels possédés par la société. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les logiciels, procédés et brevets sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation prévisionnelle. Les frais de dépôts de marques sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis sur 10 ans.

A la clôture de l'exercice, une évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles est effectuée. Une dépréciation des immobilisations incorporelles est constatée si cette valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée du bien.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Mobilier, matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
Matériel micro-informatique	2 ans
Matériel de transport	4 ans

Il est pratiqué un amortissement dérogatoire lorsque la durée d'usage admise fiscalement diffère de la durée d'utilisation des immobilisations corporelles.

2.2. Acquisitions et cessions :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/08/2016	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur brute au 31/08/2017
Immobilisations incorporelles					
Marques	1 238				1 238
Logiciels	6 236	771	-64		6 946
Autres immobilisations incorporelles (1)	1 345			-487	856
Total Immobilisations incorporelles	8 819	771	-64	-487	9 039
Immobilisations corporelles					
Terrains	5 926	37	-881	1 458	6 541
Constructions	17 837	42	-1 522	4 416	20 773
Matériel informatique et de bureau	2 631	321	-400	54	2 607
Divers	939	5		4	949
Immobilisations en cours	5 619	5 694		-5 933	5 381
Total immobilisations corporelles	32 953	6 100	-2 803		36 250
Total immobilisations incorporelles et corporelles	41 772	6 871	-2 867	-487	45 289

(1) Conformément au règlement 2015-06 du 23/11/2015 sur les malis de fusion, celui-ci a été reclassé en immobilisations financières (cf. note 3.2).

2.3. Amortissements et dépréciations :

(En milliers d'Euros)	Amortissements au 31/08/2016	Dotations	Reprises	Amortissements au 31/08/2017
Immobilisations incorporelles				
Marques	-609			-609
Logiciels	-4 163	-573	64	-4 673
Autres immobilisations incorporelles	-10	-28		-38
Total Immobilisations incorporelles	-4 782	-602	64	-5 320
Immobilisations corporelles				
Agencements des terrains	-511	-68	352	-226
Constructions	-8 210	-780	1 229	-7 761
Matériel informatique et de bureau	-1 931	-317	395	-1 853
Divers	-659	-37		-696
Total immobilisations corporelles	-11 310	-1 202	1 975	-10 537
Total amortissements des immobilisations	-16 092	-1 804	2 039	-15 857

Note 3. – Immobilisations financières.

3.1. Méthodes comptables. — Les titres de participations et créances rattachées sont évalués à leur valeur d'acquisition ou d'apport et ramenés à la valeur recouvrable lorsque cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable. Les frais d'acquisition liés aux titres sont inclus dans le coût des titres.

La valeur recouvrable est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant des plus ou moins values latentes. Est pris également en compte dans l'appréciation de la valeur recouvrable la capacité bénéficiaire immédiate ou à terme de la filiale ainsi que sa valeur d'usage estimée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs.

Les dotations aux dépréciations sur titre et/ou comptes courants sont comptabilisées en résultat financier. Les dotations aux provisions pour risques filiales sont comptabilisées en résultat courant.

Les actions propres sont évaluées à la valeur d'acquisition et une dépréciation est reconnue à hauteur de l'écart négatif constaté, le cas échéant, entre le cours de bourse du dernier jour du mois d'août et le prix d'acquisition.
Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction font l'objet d'une dépréciation.

En application du règlement ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015, applicable à compter du 1er janvier 2016, la société a affecté comptablement le mali technique issu d'opération de fusion aux actifs sous-jacents sur lesquels était apparue la plus-value. En conséquence, la société a procédé à ce changement de méthode comptable et a reclassé un montant de 487 K€ de valeur brute et 0 K€ de dépréciation en autres immobilisations financières (titres de participation). Ce mali suit les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs sous-jacents auquel il est affecté.

3.2. Acquisitions et cessions :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/08/2016	Augmentation	Diminution	Reclassement	Valeur brute au 31/08/2017
Immobilisations financières					
Titres de participations (Cf. 3.4)	177 243	21 778	-21		199 000
Actions propres (1) (2)	4 386	174			4 560
Créances rattachées à des participations	67 648	4 969	-66		72 551
Prêts (3)	11 701	8 982	-5		20 678
Divers (4)	532	1 272		487	2 291
Total immobilisations financières	261 510	37 174	-92	487	299 079

(1) La société a acquis au cours de l'exercice des actions Trigano pour un prix de 173 878,93 €.

Au 31 août 2017, elle détient 185 335 titres Trigano pour une valeur comptable de 4 559 909,16 €.

(2) Dont au 31 août 2017, 380 K€ d'actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité classées en valeurs mobilières de placement au bilan.

(3) Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction sont actualisés au taux de 1,15%.

(4) Reclassement du mali de fusion provenant de la Transmission Universelle de Patrimoine avec Trigano Participations pour 487 K€

3.3. Dépréciations :

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/08/2016	Dotations (1)	Reprises (2)	Montants au 31/08/2017
Immobilisations financières				
Participations	-15 671	-1 535		-17 206
Créances rattachées à des participations	-11 294		5 200	-6 094
Prêts	-16	-8		-24
Autres				
Total provisions immobilisations financières	-26 981	-1 542	5 200	-23 324

(1) Dont dotations financières : 1535 K€

(2) Dont reprises financières : 5 200 K€. Le résultat du test de dépréciation de l'exercice a conduit à la comptabilisation d'une reprise de 5 200 k€ de la provision au titre du prêt accordé à la société Trigano Deutschland GmbH & Co KG.

3.4. Tableau des filiales et participations. :

— Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la Société astreinte à la publication :

Filiales et participations	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (En%)	Valeur brute d'inventaire des titres détenus (En K€)	Valeur nette d'inventaire des titres détenus (En K€)	Prêts et avances consentis par la société (En K€)	Cautions et avals fournis par la société (En K€)	Chiffre d'affaires hors taxe	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
1. Filiales (détenues à + de 50%) :										
TRIGANO VDL	K€	7 000	57 100	100,00	15 676	15 676			362 390	13 864
TRIGANO SpA	K€	18 000	15 099	100,00	25 165	25 165			179 647	9 537
TRIGANO SERVICE	K€	60	19 271	100,00	913	913			19 812	2 762
TRIGANO MDC	K€	9 000	9 243	100,00	13 643	13 643	938		46 526	821
EURO ACCESSOIRES	K€	2 000	9 915	100,00	3 999	3 999			32 501	2 053
BENIMAR OCARSA	K€	60	18 946	100,00	2 988	2 988			115 191	10 334
AUTOSTAR	K€	1 000	-998	97,33	2 165		1 167		47 896	4 676
ARCA CAMPER	K€	100	178	100,00	3 003	385	414		7 226	178
MECANOREM	K€	830	-1 544	100,00	1 675		3 511		5 796	-441
TRIGANO DEUTSCHLAND GmbH & Co. KG	K€	7 500	-23 715	100,00	7 500				1 413	60
AUTO-TRAIL VR	K€	200	20 326	100,00	20 113	20 113			74 169	9 096

DELWYN ENTERPRISES	K£	160	8 887	100,00	1 763	1 763		10 819	1 789
PERIGORD VDL	K€	150	10 897	100,00	1 991	1 991		57 401	3 694
TROIS SOLEILS	K€	20	3 830	100,00	1 272	1 272		2 456	272
RULQUIN	K€	1 000	5 235	99,99	1 759	1 759		13 038	249
TRIGANO REMORQUES	K€	1 000	15 397	100,00	2 963	2 963		31 830	1 274
ECIM	K€	100	6 911	100,00	974	974		8 351	799
TRIGANO JARDIN	K€	7 667	442	100,00	7 815	7 815	5 481	34 251	1 186
CARAVANES LA MANCELLE	K€	10	-1 754	100,00	1 259		3 122	4 335	-777
GROVE PRODUCTS	K£	0	3 375	100,00	5 997	5 997		9 846	614
OCS RECREATIE	K€	16	4 702	100,00	5 639	5 639		13 308	1 101
GAUPEN-HENGER EIENDOM	KKR	100	13 381	100,00	6 951	6 951		4 526	2 999
GAUPEN-HENGER	KKR	100	45 700	100,00	8 925	8 925		130 298	4 637
LIDER	K€	123	14 449	100,00	19 976	19 976		40 533	2 716
BRUAND DEVELOPPEMENT	K€	200	430	80,00	1 106		8	198	-611
LUANO CAMP	K€	1 500	7 777	60,00	3 114	3 114		92 478	4 362
AUTO-SLEEPERS INVESTMENTS	K£	0	-299	52,00*	13 744	13 744		- -	18
GROUPE REMORQUES HUBIERE	K€	200	2 715	100,00	7 608	7 608		- -	-5
2. Participations (détenues à - de 50%) :									
Loisirs Finance	K€	10 000	27 943	49,00	4 715	4 715	-	-	3 021
(*) Donnant droit à 26% des droits de vote et des droits à dividendes									

— Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations :

Filiales et participations	Filiales		Participations	
	Françaises	Étrangères	Françaises	Étrangères
Valeur comptable des titres détenus				
Brute	88 176	106 109	4 715	
Nette	81 237	95 841	4 715	
Montant des prêts et avances accordés				
Montant des cautions et avals donnés				
Montant des dividendes encaissés	10 005	14 783		

3.5. Échéanciers des prêts et des créances rattachées à des participations :

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2017	Un an au plus	A plus d'un an
Prêts et créances rattachées à des participations			
Créances rattachées à des participations	72 551	40 051	32 500
Prêts	20 678	20 486	192
Autres immobilisations financières	2 291	1 272	1 019
Total prêts et créances rattachées à des participations	95 519	61 808	33 711

Note 4. – Créances.

4.1. Méthodes comptables. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, sauf exception. Une dépréciation est reconnue lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.
Les subventions accordées aux filiales ainsi que les abandons à caractère financier sont comptabilisés en résultat financier.

4.2. Dépréciations des créances :

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/08/2016	Dotations (1)	Reprises (2)	Montants au 31/08/2017
Actif circulant				
Créances clients				
Autres créances	-16 671	-5 037	14 254	-7 454
Total dépréciation des créances	-16 671	-5 037	14 254	-7 454
(1) Dont dotations financières : 5 037 K€				
(2) Dont reprises financières : 14 254 K€				

Les dépréciations des autres créances sont des dépréciations de comptes courants.

4.3. Échéanciers des créances :

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2017	Un an au plus	A plus d'un an
Créances clients	4 571	4 571	
Autres créances			
Société apparentées	67 556	67 556	
Comptes courants intégration fiscale	2 937	2 937	
Créances sur l'État	4 432	4 432	
Autres créances détenues sur les sociétés du groupe	108	108	
Autres	11 329	11 329	
Total des autres créances	86 362	86 362	
Total	90 933	90 933	

Note 5. – Valeurs mobilières de placement.

5.1. Méthodes comptables. — Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont ramenées à la valeur probable de réalisation lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

5.2. Actions propres gérées dans le cadre du contrat de liquidité. — Les valeurs mobilières de placement comprennent des actions propres gérées dans le cadre du contrat de liquidité pour un montant de 380 K€ au 31 août 2017 et de 206 K€ au 31 août 2016.

Note 6. – Autres informations sur les postes de l'actif.

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Montants concernant les entreprises liées		
Participations	199 000	177 243
Créances rattachées à des participations	72 551	67 648
Clients	4 536	2 084
Comptes courants filiales	67 556	79 986
Autres créances	3 045	2 669
Total	346 688	329 630
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation	589	520
Charges financières		
Total	589	520
Produits à recevoir		
Clients	4 447	1 999
Autres créances	12 494	5 699
Total	16 941	7 698

Note 7. – Capitaux propres.

— Composition du capital social :

Catégorie	Au 31/08/2016	Nombre de titres Créés	Réduction	Au 31/08/2017	Valeur nominale
Actions	19 336 269	-	-	19 336 269	4,2567 €

Réserves indisponibles. — Le montant de la réserve indisponible liée aux actions propres est de 4 560 K€.

Dividendes. — Un dividende de 19 151 120 € a été versé au cours de l'exercice suite à la décision de l'Assemblée Générale du 9 janvier 2017.

Note 8. – Provisions pour risques et charges.

8.1. Méthodes comptables. — Toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressources sans contrepartie équivalente, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision. En particulier, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision. Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

8.2. Variation des provisions :

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/12/2016	Dotations (1)	Reprises utilisées (2)	Reprises non utilisées	Montants au 31/08/2017
Provision pour pertes de change	707	1 323	-707		1 323
Provision pour autres risques et charges	152	1 025	-152		1 025
Total	859	2 348	-859		2 348

(1) Dont dotations financières : 2 348 K€

(2) Dont reprise d'exploitation : 152 K€, reprise financière : 707 K€

Note 9. – Échéanciers des dettes.

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2017	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	32	32		
Emprunts et dettes financières divers	459			459
Fournisseurs	1 738	1 738		
Dettes fiscales et sociales	8 005	8 005		
Autres dettes	227 260	227 260		
Total	237 493	237 034		459

Note 10. – Autres informations sur les postes de passifs.

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Montants bruts concernant les entreprises liées :		
Emprunts et dettes financières	442	366
Fournisseurs	47	5 479
Comptes courants filiales	225 444	153 344
Autres dettes	1 810	1 417
Total	227 745	160 606
Produits constatés d'avance :		
Produits d'exploitation	89	66
Total	89	66
Charges à payer :		
Dettes fournisseurs	130	18
Dettes fiscales et sociales	612	525
Total	742	543

Note 11. – Opérations en devises.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque.

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Écart de conversion actif	1 323	707
Écart de conversion passif	1	2

Note 12. – Résultat d'exploitation.

12.1. Décomposition des produits d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Chiffre d'affaires :		
Prestations et loyers filiales	10 418	8 391
Autres prestations de service	186	191
Total chiffres d'affaires	10 605	8 582
Autres produits d'exploitation :		
Redevances filiales	3 416	2 639
Reprise sur provisions et dépréciations	154	1
Autres	20 423	11 862
Total autres produits d'exploitation	23 993	14 502
Total des produits d'exploitation	34 597	23 084

Le chiffre d'affaires est réalisé à hauteur de 89% avec des sociétés françaises en 2017 (87% en 2016).

12.2. Effectifs et rémunérations. — Les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux au cours de l'exercice se sont élevés à 1 168 593 €.

	2017	2016
Cadres	32	33
Employés	9	10
Total	41	43

1.2.3. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi .

— Un produit de 51 K€ a été enregistré en minoration des charges de personnel au titre du CICE au cours de l'exercice. Le montant de la créance inscrite au bilan dans le cadre de l'intégration fiscale est de 2 854 k€.

Ce crédit sera utilisé comme le prévoit l'article 244 quater C du CGI pour financer des investissements, de la recherche, des formations, des recrutements, de la prospection de nouveaux marchés, des efforts de transition écologiques et énergétiques, ou bien encore, améliorer le besoin en fonds de roulement.

Note 13. – Produits et charges financiers.

13.1. Résultat financier :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Produits financiers :		
Produits financiers de participation	25 214	13 251
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	251	306
Autres intérêts et produits assimilés	2 569	1 757
Reprises sur provisions et transferts de charges	20 161	3 796
Différences positives de change	310	74
Total des produits financiers	48 505	19 184
Charges financières :		
Dotations financières aux provisions	-8 927	-4 142
Intérêts et charges assimilées	-2 171	-2 055
Pertes sur créances liées à des participations	-16 442	-62

Différences négatives de change	-353	-322
Total des charges financières	-27 893	-6 581

13.2. Produits et charges financiers concernant les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Produits financiers :		
Dividendes reçus sur titres de participation	24 788	12 816
Résultats des sociétés de personnes	427	435
Produits de prêts et comptes courants auprès des filiales du groupe	2 010	1 965
Reprises sur provision filiales	19 454	3 793
Total	46 678	19 009

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Charges financières :		
Dotations financières aux provisions (1)	-7 597	-3 434
Abandons de créances filiales (2)	-16 442	
Intérêts et charges assimilées	-930	-805
Total	-24 969	-4 239

(1) La société a procédé à l'analyse des valeurs d'inventaire des titres de participations. A l'issue de cet examen, une dotation complémentaire pour dépréciation a été comptabilisée pour 7 597 K€.

(2) Abandons de créance : Ouest VDL, Autostar, Résidences Trigano.

Note 14. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Résultat sur cession d'immobilisations corporelles et financières	1 390	-20
Résultat sur cession d'actions Trigano (contrat de liquidité)	220	92
Dotation aux amortissements dérogatoires	-539	-421
Reprise sur amortissements dérogatoires	292	59
Divers	-153	
Total	1 211	-290

Note 15. – Éléments de nature fiscale.

La société est la société-mère du groupe fiscal constitué avec les sociétés Trigano VDL, Euro Accessoires, Trigano MDC, Mistercamp et Lider. Dans le cadre de l'intégration fiscale, l'impôt est calculé par filiale comme en l'absence d'intégration.

L'accroissement de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable est de 218 K€. L'impôt sur les bénéfices se compose de produits d'intégration fiscale pour 7 837 K€, de charges d'impôt au titre de l'intégration fiscale pour 9 325 K€ et d'autres charges d'impôt pour 220 K€.

En l'absence d'intégration fiscale, la charge d'impôt de Trigano en France aurait été de 2 101 K€ dont 404 K€ sur le résultat exceptionnel et 1 697 K€ sur le résultat courant.

Note 16. – Engagements financiers hors bilan.

16.1. Engagements en matière de pensions et retraites. — Les charges correspondant aux engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont payées. Le montant potentiel de ces indemnités figure en engagement financier hors bilan. Il est évalué sur la base de calculs actuariels intégrant des hypothèses de mortalité, selon la table statistique communément admise, de rotation du personnel et d'augmentations de salaires selon les statistiques de la société et du départ à 65 ans à l'initiative du salarié.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées soit 1,15% au 31 août 2017.

Le montant des engagements s'élève à 385 996 €.

16.2. Crédit bail :

(En milliers d'Euros)	Terrains et constructions
Redevances payées de l'exercice	266
cumulées	373
Redevances à payer	
A un an au plus	266

A plus d'un an et moins de 5 ans	1 065
A plus de 5 ans	1 465
Total à payer	2 797
Prix résiduel	-

La valeur des biens au moment de la signature du contrat en juin 2016 se décompose comme suit : Terrain : 527 K€

Construction : 2 134 K€

Les dotations aux amortissements au titre de l'exercice qui auraient été enregistrées si les biens avaient été acquis sont de 91 K€.

16.3. Cautions données. — Néant.

16.4. Engagements reçus. — Abandons de créances ou subventions accordées avec clause de retour à meilleure fortune : 76 735 K€.

16.5. Engagements donnés. — Néant.

IV. — Affectation du résultat.

Résultat de l'exercice	41 862 677,68 €
Majoré du report à nouveau antérieur	39 879 704,17 €
Total à affecter	81 742 381,85 €
Aux comptes suivants :	
Dividendes (1,30 € / action)	25 137 149,70 €
Report à nouveau	56 605 232,15 €
Total affecté	81 742 381,85 €

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

A l'Assemblée Générale de la société Trigano,

Opinion. —

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Trigano relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société, à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er septembre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation. — Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 3.1 « Méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'affectation comptable du mali technique issu d'opérations de fusion aux actifs sous-jacents, à la suite de la première application du règlement ANC 2015-06 au cours de l'exercice.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation et créances rattachées aux participations.

— Risque identifié — Au 31 août 2017, les titres de participation s'élèvent à 181,8 M€ en valeur nette et les créances rattachées à des participations à 66,5 M€. Les titres de participations et créances rattachées sont évalués à leur valeur d'acquisition ou d'apport et ramenés à la valeur recouvrable lorsqu'elle est inférieure à la valeur nette comptable. Cette valeur recouvrable est considérée principalement au regard de la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant des plus-values latentes, de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme et de la valeur d'usage estimée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs.

L'estimation de la valeur recouvrable de ces titres de participation requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (valeur des capitaux propres), ou à des éléments prévisionnels.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées à des participations est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes de la société et du jugement nécessaire à l'appréciation de la valeur recouvrable.

Notre réponse — Nos travaux ont notamment consisté à :

- examiner les méthodes d'évaluation retenues par la direction pour estimer la valeur recouvrable des titres de participation et créances rattachées,
- évaluer, le cas échéant, les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de flux de trésorerie notamment en les confrontant aux réalisations passées,
- comparer les données utilisées pour les tests de dépréciation des titres de participation et créances rattachées avec les données source par entité incluant notamment le montant des capitaux propres à la clôture de l'exercice et les flux de trésoreries futurs.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations présentées dans la note 3 «immobilisations financières» de l'annexe aux comptes annuels.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Trigano par les Assemblées Générales du 8 janvier 2003 pour le cabinet BM&A et du 9 janvier 2006 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 août 2017, le cabinet BM&A était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet Ernst & Young Audit dans la douzième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 18 décembre 2017.

Les Commissaires aux comptes :

BM&A :
Pascal de Rocquigny ;

Ernst & Young Audit :
Aymeric de La Morandière.

B. — Compte consolidé.

I. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'Euros)	Note	2016/2017	2015/2016
Chiffre d'affaires		1 706 968	1 317 130
Autres produits de l'activité		12 161	5 491
Variation des stocks de produits finis et d'encours		37 966	9 918
Achats consommés		-1 207 182	-903 152
Charges de personnel	4.8.1	-236 558	-195 163
Charges externes		-136 504	-114 707
Impôts et taxes		-8 640	-7 289
Amortissements et dépréciations	4.6	-19 708	-12 087
Résultat opérationnel courant		148 502	100 141
Autres produits opérationnels	4.7	18 895	
Autres charges opérationnelles	4.7	-819	-832
Résultat opérationnel		166 578	99 308
Coût de l'endettement financier net		-1 174	-1 648
Autres produits et charges financiers		-7 505	-1 706
Résultat financier	7.2	-8 679	-3 353
Charge d'impôt	8.1	-34 394	-11 885
Quote-part du résultat net des entreprises associées		3 436	5 587
Résultat net		126 940	89 658
Part du groupe		127 169	89 791
Intérêts ne donnant pas le contrôle		-229	-133
Résultat de base par action	9.2	6,63	4,68
Résultat dilué par action	9.2	6,63	4,68

II. — État du résultat global consolidé.

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Écarts actuariels nets d'impôts	289	-128
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	289	-128
Couvertures de flux de trésorerie nettes d'impôts	51	219

Écarts de conversion	-6 391	-7 269
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-6 341	-7 049
Total des éléments du résultat global	-6 051	-7 178
Résultat net	126 940	89 658
Total des produits et charges comptabilisés sur la période	120 889	82 480
Dont part du groupe	121 118	82 613
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	-229	-133

III. — Bilan consolidé.

(En milliers d'Euros.)

Actif	Note	31/08/2017	31/08/2016
Immobilisations incorporelles	5.1.2	18 982	19 101
Écarts d'acquisition	5.1.1.1	115 128	73 444
Immobilisations corporelles	5.2	166 777	136 279
Participations dans les entreprises associées	2.4	20 310	26 704
Autres actifs financiers	7.1.1	2 599	5 674
Actifs d'impôts différés	8.2	31 597	37 340
Autres actifs non courants	4.2	59	95
Total Actifs non courants		355 453	298 637
Stocks et en-cours	4.3	322 404	239 870
Clients et autres débiteurs	4.2	149 418	120 821
Créances d'impôt		7 772	5 645
Autres actifs courants	4.5	92 918	88 323
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.1	136 851	90 243
Total Actifs courants		709 364	544 901
Total actif		1 064 817	843 538

Passif	Note	31/08/2017	31/08/2016
Capital et primes		86 494	86 494
Réserves et résultats consolidés		504 856	403 211
Total Capitaux propres, part du groupe		591 350	489 705
Intérêts ne donnant pas le contrôle		419	280
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	9.1	591 769	489 985
Passifs financiers non courants	7.1.2	49 400	20 515
Provisions à long terme	6.2	22 977	19 573
Passifs d'impôts différés	8.2	5 697	7 021
Autres passifs non courants	4.5	1 031	657
Total Passifs non courants		79 104	47 766
Passifs financiers courants	7.1.2	4 900	11 545
Provisions courantes	6.2	12 047	10 978
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	289 101	213 781
Dettes d'impôt		12 276	12 671
Autres passifs courants	4.5	75 620	56 812
Total Passifs courants		393 943	305 787
Total passif		1 064 817	843 538

IV. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

En milliers d'euros	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 31 août 2015	82 310	4 184	-3 990	338 675	421 179	237	421 416
Opérations sur capital							
Opérations sur actions propres			-469		-469		-469
Dividendes versés				-13 407	-13 407		-13 407
Produits et charges directement en capitaux propres				-7 179	-7 179	1	-7 178
Résultat de la période				89 791	89 791	-133	89 658
Variations de périmètre						-34	-34
Autres mouvements				-209	-209	209	
Capitaux propres au 31 août 2016	82 310	4 184	-4 459	407 670	489 705	280	489 985
Opérations sur capital							
Opérations sur actions propres			46		46		46
Dividendes versés				-19 151	-19 151		-19 151
Produits et charges directement en capitaux propres				-6 052	-6 052	1	-6 051
Résultat de la période				127 169	127 169	-229	126 940
Variations de périmètre							
Autres mouvements				-367	-367	367	
Capitaux propres au 31 août 2017	82 310	4 184	-4 412	509 268	591 350	419	591 769

V. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En milliers d'Euros)	Note	2016/2017	2015/2016
Résultat net		127 169	89 791
Part des minoritaires dans le résultat		-229	-133
Pertes liées à des variations de parts d'intérêt de filiales avec prise de/perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle		-17 811	
Élimination du résultat net des entreprises associées		-3 436	-5 587
Élimination de la charge (produit) d'impôt	8.1	34 394	11 885
Élimination des amortissements et provisions		20 484	15 420
Élimination des résultats de cessions d'actifs		-1 098	668
Élimination des charges (produits) d'intérêt nettes		1 866	1 647
Marge brute d'autofinancement		161 339	113 691
Variation du besoin en fonds de roulement	(a)	-12 230	-26 750
Impôts encaissés (payés)		-33 249	-19 819
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		115 860	67 122
Incidence des variations de périmètre	(b)	-7 635	25
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-1 473	-1 835
Acquisition d'immobilisations corporelles		-40 767	-26 754
Acquisition d'actifs financiers			-48
Prêts et avances consentis		-196	-967
Cession d'immobilisations incorporelles			5
Cession d'immobilisations corporelles		2 891	988
Cession d'actifs financiers		35	
Remboursements reçus sur prêts		3 829	1 109
Dividendes reçus		1 760	1 206
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		-41 556	-26 271
Cession (acquisition) nette d'actions propres		46	-469

Émission d'emprunts		13 405	6 518
Remboursement d'emprunts		-14 838	-10 586
Intérêts versés		-2 393	-1 987
Intérêts encaissés		528	341
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-19 151	-13 407
Rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		-66	54
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		-22 469	-19 536
Incidence de la variation des taux de change		-4 563	-2 691
Variation de la trésorerie		47 272	18 624
Trésorerie d'ouverture		89 267	70 643
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.1	90 243	72 251
Concours bancaires courants	7.1.2	-976	-1 608
Trésorerie de clôture		136 539	89 267
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.1	136 851	90 243
Concours bancaires courants	7.1.2	-312	-976

(a) Variation du besoin en fonds de roulement :

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Stocks	-51 164	-31 578
Fournisseurs	55 533	43 619
Clients	-27 521	-9 096
Autres	10 922	-29 695
Incidence de la variation du BFR	-12 230	-26 750

(b) Incidence des variations de périmètre :

(En milliers d'Euros)	2016/2017
Coût d'acquisition net de la trésorerie des sociétés acquises	-7 635
Principaux actifs et passifs intégrés	
Immobilisations	6 860
BFR	12 666
Trésorerie	13 641
Provisions	754

VI. — Annexe aux comptes consolidés.

Présentation de l'émetteur.

Trigano est une société anonyme au capital de 82 310 250 € dont le siège social est sis au 100, rue Petit - Paris 19ème France – immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 722 049 459. Les titres de la société sont cotés sur Euronext Paris, compartiment A. Trigano est la société mère d'un groupe européen spécialisé dans la conception, la production et la commercialisation de véhicules de loisirs et de remorques (ci-après «Trigano» ou «le groupe»).

Les états financiers consolidés de Trigano ont été arrêtés par le Directoire en date du 10 novembre 2017 et examinés par le Conseil de Surveillance en date du 13 novembre 2017. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 8 janvier 2018.

I. – Principes comptables.

1. Référentiel. — En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés au 31 août 2017 de Trigano sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 31 août 2017.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (1), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Nouvelles normes et interprétations applicables à l'exercice clos le 31 août 2017. — Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont appliquées pour la première fois sur l'exercice :

– Amélioration des normes IFRS (cycles 2010-2012) donnant des précisions notamment sur la comptabilisation d'acquisition d'entreprise précisions sur les conditions d'acquisitions (IAS 2) ou la contrepartie transférée (IFRS 3) ainsi que sur l'information fournie sur les secteurs opérationnels (IFRS 8) ;

– Amendement à IAS 1 – « Initiative Informations à fournir » qui précise la notion de matérialité et de jugement dans la fourniture des informations en annexe.

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidences significatives sur les résultats et la situation financière du groupe au 31 août 2017.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés. Les effets des nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure, en particulier IFRS 15 et IFRS 16 sont en cours d'analyse par Trigano.

1.2. Bases de préparation. — Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, monnaie fonctionnelle et de présentation du groupe.

Estimations et jugements. — Pour établir ses comptes, Trigano procède à des jugements et des estimations, et fait des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Trigano revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment :

- la dépréciation des créances douteuses et des stocks (cf. notes 4.2 et 4.3) ;
- les provisions (cf. notes 6.1 et 6.2) ;
- les dépréciations des actifs non courants (dont les écarts d'acquisition) (cf. note 5.4) ;
- les impôts différés (cf. note 8.2) ;
- les actifs et passifs financiers (cf. notes 7.1.1 et 7.1.2).

(1) <http://ec.europa.eu/internal-market/accounting/ias-fr.htm>

II. – Règles de consolidation et périmètre.

2.1. Règles de consolidation. — Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les comptes des sociétés dont le groupe détient le contrôle directement ou indirectement. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence.

Regroupement d'entreprises. — La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles ».

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

Pour chaque prise de contrôle impliquant une prise de participation inférieure à 100%, la fraction d'intérêt non acquise (participations ne donnant pas le contrôle) est évaluée :

- soit à sa juste valeur : dans ce cas, un goodwill est comptabilisé pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle (goodwill complet) ;
- soit à sa quote-part d'actif net identifiable de l'identité acquise : dans ce cas, seul un goodwill au titre de la part acquise est comptabilisé (méthode du goodwill partiel).

L'option choisie pour une transaction ne préjuge pas du choix susceptible d'être fait pour les transactions ultérieures.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle.

L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat.

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à un ajustement, à condition que celui-ci trouve son origine dans des faits et circonstances antérieurs à la date d'acquisition et nouvellement portés à la connaissance de l'acquéreur. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise), l'écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ; l'acquisition ultérieure d'intérêts ne donnant pas le contrôle ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existants lors de l'acquisition ; à défaut, et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Transactions éliminées dans les états financiers. — Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêts du groupe dans l'entité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les produits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives de pertes de valeur.

Date de clôture. — A l'exception de Loisirs Finance, dont la date de clôture est fixée pour des raisons règlementaires au 31 décembre, les sociétés du périmètre consolidé clôturent leurs comptes au 31 août.

Conversion des états financiers des filiales et des transactions libellés en devises. — Les états financiers des sociétés du groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les actifs et passifs, y compris l'écart d'acquisition et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de fin de période ;
- les produits et charges sont convertis en euros au cours de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours ;
- les écarts de conversion résultant de la conversion des états financiers libellés en devises étrangères sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les transactions en devises sont converties en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat en produit ou en perte de change. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours en vigueur à la date de la transaction.

Les taux de conversion des devises employées sur les exercices 2015/2016 et 2016/2017 sont les suivants :

	31/08/2017	31/08/2016
Livre Sterling		

Cours de clôture	0,9197	0,8481
Cours moyen	0,8679	0,7671
Zloty Polonais		
Cours de clôture	4,2582	4,3533
Cours moyen	4,2803	4,3330
Dinar Tunisien		
Cours de clôture	2,9219	2,4659
Cours moyen	2,6031	2,3000
Couronne Norvégienne		
Cours de clôture	9,2790	9,2765
Cours moyen	9,1895	9,3645
Dinar Serbe		
Cours de clôture	119,0941	
Cours moyen	122,4367	

2.2. Périmètre de consolidation :

— Liste des sociétés consolidées :

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		31/08/2017	31/08/2016
Sociétés consolidées par intégration globale :			
Trigano	France	société mère	société mère
Arca Camper	Italie	100,00	100,00
Arts et Bois	France	100,00	100,00
Atelier Trigano	France	100,00	100,00
Auto-Sleepers Group (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Auto-Sleepers Holding (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Auto-Sleepers Investments (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Auto-Sleepers (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Auto Trail Vr	Royaume-Uni	100,00	100,00
Autostar	France	97,33	97,33
Benimar-Ocarsa	Espagne	100,00	100,00
Berkshire Motorcaravan Centre (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Bruand Développement	France	80,00	75,00
Camping-Cars Chausson	France	100,00	100,00
Camping-Profi	Allemagne	100,00	100,00
Caravanes La Mancelle	France	100,00	100,00
Clairval	France	100,00	100,00
CMC Distribution France	France	100,00	100,00
CMC France	France	100,00	100,00
CVC	Italie	100,00	100,00
Delwyn Enterprises	Royaume-Uni	100,00	100,00
Deutsche Reisemobil Vermietungs	Allemagne	100,00	100,00
E.T. Riddiough (Sales)	Royaume-Uni	99,00	99,00
ECIM	France	100,00	100,00
Eura Mobil	Allemagne	100,00	100,00
Eura Mobil Service	Allemagne	100,00	100,00
Euro Accessoires	France	100,00	100,00
European Motorhomes	Allemagne	100,00	100,00
Europ'Holidays	France	100,00	100,00
Gaupen-Henger	Norvège	100,00	100,00
Gaupen-Henger Eiendom	Norvège	100,00	100,00
Grove Products (Caravan Accessories)	Royaume-Uni	100,00	100,00
HTD Participations	France	100,00	100,00
Karmann-Mobil Vertriebs	Allemagne	100,00	100,00

Le Hall du Camping-Car	France	80,00	75,00
Lider	France	100,00	100,00
Luano Camp	Italie	100,00	100,00
Maître Équipement	France	100,00	100,00
Marquis Motorhome (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Marquis South Yorkshire (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Mécadis	France	100,00	100,00
Mécanorem	France	100,00	100,00
Mediterraneo VDL	Espagne	99,00	99,00
Mistercamp	France	100,00	100,00

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		31/08/2017	31/08/2016
Notin	France	80,00	75,00
Ocs Recreatie Groothandel	Pays-Bas	100,00	100,00
Ouest VDL	France	100,00	100,00
Périgord VDL	France	100,00	100,00
Plsa	France	100,00	100,00
Polytex	Tunisie	99,94	99,94
Résidences Trigano	France	100,00	100,00
Riviera France	France	100,00	100,00
Rulquin	France	100,00	100,00
S.C.I. CMC	France	100,00	100,00
S.C.I. de l'Amiral Lebreton	France	96,50	96,50
S.C.I. du Colonel Petit	France	85,00	85,00
S.C.I. du Haut Eclair	France	100,00	100,00
S.C.I. du Président Arnaud	France	90,00	90,00
S.C.I. du Professeur Parmentier	France	90,00	90,00
S.C.I. Duchesse de Mirabel	France	95,00	95,00
SEA España	Espagne	100,00	100,00
SEA	Italie	100,00	100,00
Sorelpol	Pologne	100,00	100,00
South Cross Motor Caravan Centre (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Surrey Motor Caravan Centre (1)	Royaume-Uni	100,00	49,99
Techwood	France	99,90	99,90
Trigano BV	Pays-Bas	100,00	100,00
Trigano Deutschland GmbH et Co KG	Allemagne	100,00	100,00
Trigano Deutschland Verwaltungs	Allemagne	100,00	100,00
Trigano GmbH	Allemagne	100,00	100,00
Trigano Jardin	France	100,00	100,00
Trigano MDC	France	100,00	100,00
Trigano Remorques	France	100,00	100,00
Trigano Spa	Italie	100,00	100,00
Trigano Service	France	100,00	100,00
Trigano Van	Italie	100,00	100,00
Trigano VDL	France	100,00	100,00
Trois soleils	France	100,00	100,00

— Sociétés consolidées par mise en équivalence :

Loisirs finance (2)	France	49,00	49,00
Auto-Sleepers Investments (1)	Royaume-Uni		49,99

— Sociétés sorties du périmètre en 2017 :

Néant	-	-
-------	---	---

— Sociétés entrées dans le périmètre en 2017 :

Trigano Prikolice (3)	Serbie	100,00	100,00
Luano Van (3)	Italie	100,00	100,00
Remorques Hubière	France	100,00	
Groupe Remorques Hubière	France	100,00	

(1) Sociétés mises en équivalence au 31/08/2016 et intégrées globalement au 31/08/2017, suite à la prise de contrôle d'Auto-Sleepers Investments par Trigano (Cf. note 2.3.1 Évolution du périmètre de consolidation).

(2) Loisirs Finance est détenue à hauteur de 51% par la société BNP PARIBAS Personal Finance, qui en détient le contrôle au regard d'IFRS 10. Par voie de conséquence, Trigano n'ayant qu'une influence notable, la société est mise en équivalence dans les comptes de Trigano.

(3) Sociétés créées au cours de l'exercice 2015/2016 ; sans activité au 31/08/2016.

2.2.2. Liste des sociétés non consolidées :

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		31/08/2017	31/08/2016
Immobiliara Toscana Aragonese	Espagne	50,00	50,00

2.3. Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1er septembre 2016 :

2.3.1. Prise de contrôle d'Auto-Sleepers Investments. — Trigano a pris le contrôle d'Auto-Sleepers Investments le 3 janvier 2017 en achetant 52% des actions A (100% des actions A représentent 50,01% des droits de vote et des droits à dividende). Depuis l'acquisition de SEA en 2013, Trigano possédait 100% des actions B (les actions B représentent 49,99% des droits de vote et des droits à dividende de la société).

Le contrat d'acquisition liant Trigano aux vendeurs prévoit l'acquisition par Trigano du solde des actions A d'ici 2021. Compte tenu des caractéristiques du contrat, Trigano a estimé avoir acquis 100% d'Auto-Sleepers Investments au 3 janvier 2017 et a constaté dans ses comptes consolidés une dette financière correspondant au différé de paiement (Cf. note 7.1.2).

Cette dette a été évaluée sur la base d'un prix d'exercice convenu contractuellement. Elle est susceptible de varier en fonction des résultats et de l'endettement futur de la société.

Fondée en 1961, la société a développé la fabrication de camping-cars commercialisés sous la marque Auto-Sleepers. Auto-Sleepers Investments exerce aussi depuis plusieurs années une activité de distribution de camping-cars et de caravanes sous l'enseigne Marquis. Auto-Sleepers emploie 434 personnes et a réalisé en 2016/2017 un chiffre d'affaires de 140 M£.

A la date de la prise de contrôle, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables d'Auto-Sleepers Investments se résume ainsi :

(En milliers de Livres)	Juste valeur au 03/01/2017
Actifs non courants	3 891
Stocks	28 934
Autres actifs courants	8 509
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 511
Provisions	-646
Fournisseurs	-22 754
Passifs financiers	-2 550
Autres dettes	-6 559
Actifs et passifs identifiables, nets (A)	18 336
Juste valeur de la contrepartie transférée pour la prise de contrôle d'Auto-Sleepers Investments (B)	53 811
Écart d'acquisition (B-A) (*)	35 475

(*) Soit une valeur de 41,4 M€ au cours du 3 janvier 2017.

La détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables est provisoire et pourra être amenée à évoluer d'ici au 2 janvier 2018.

Conformément à IFRS 3, la quote-part antérieurement détenue a été réévaluée générant un produit de 15,3 M£ (17,8 M€) comptabilisé en autres produits opérationnels (cf. note 4.7).

2.3.2. Acquisition du Groupe Remorques Hubière. — Trigano a racheté le 27 juillet 2017, 100% de la société Groupe Remorques Hubière. Hubière est une société industrielle située à Fourmies, dans le nord de la France.

Elle conçoit, fabrique et commercialise des remorques, principalement à destination des loueurs de matériel de travaux publics. La société emploie 42 salariés, son chiffre d'affaires est de l'ordre de 9 M€.

A la date du rachat, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables d'Hubière se résume ainsi :

(En milliers d'Euros)	Juste valeur au 27/07/2017
Actifs non courants	2 511
Stocks	1 001
Autres actifs courants	1 587
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 835
Provisions	-184
Fournisseurs	-884
Passifs financiers	-2 103
Autres dettes	-555
Actifs et passifs identifiables, nets (A)	4 208
Juste valeur de la contrepartie transférée (B)	7 600
Écart d'acquisition (B-A)	3 392

2.4. Participations dans les entreprises associées et co-entreprises. — Trigano consolide par mise en équivalence les sociétés dans lesquelles elle exerce une influence notable. Suite à la prise de contrôle d'Auto-Sleepers Investments le 3 janvier 2017, seuls les titres de Loisirs Finance sont mis en équivalence au 31/08/2017. Le résultat des sociétés mis en équivalence sur l'exercice correspond à 49% du résultat de Loisirs Finance sur la période, augmenté de 49,99% du résultat d'Auto-Sleepers Investments du 01/09/2016 au 03/01/2017.

Les principes et méthodes comptables des entités concernées sont conformes aux IFRS et homogènes avec ceux du groupe.

Loisirs Finance est un établissement financier dont l'activité est le crédit aux particuliers sur le lieu de vente pour l'acquisition de camping-cars et de caravanes. La société finance également des flottes de résidences mobiles acquises par des professionnels de l'hôtellerie de plein air et des stocks de camping-cars et de caravanes d'exposition des distributeurs de véhicules de loisirs.

Informations financières résumées - Loisirs Finance :

(En milliers d'euros et pour la totalité de l'entité)	2016/2017	2015/2016
Produit net bancaire	9 624	9 615
Résultat net	4 406	3 350
Capitaux propres	41 450	37 043
Total bilan	887 794	716 686

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
% d'intérêts détenus	49,00%	49,00%
Quote-part d'actif net détenue	20 310	18 151
Valeur des titres mis en équivalence	20 310	18 151

L'évolution du poste «participations dans les entreprises associées et co-entreprises» s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	Loisirs Finance	Auto-Sleepers Investments	Total
31/08/2015	16 509	7 047	23 556
Quote-part de résultat de l'exercice	1 642	3 982	5 624
Dividendes	-	-1 206	-1 206
Écarts de conversion	-	-1 234	-1 234
Retraitements	-	-36	-36
31/08/2016	18 151	8 553	26 704
Quote-part de résultat de l'exercice	2 159	1 276	3 435
Dividendes	-	-1 760	-1 760
Écarts de conversion	-	109	109
Effet du changement de méthode de consolidation	-	-8 178	-8 178
31/08/2017	20 310	0	20 310

2.5. Informations sur les transactions avec les parties liées :

2.5.1. Transactions avec certains actionnaires. — De même qu'au 31/08/2016, M. François Feuillet et Mme Marie-Hélène Feuillet détiennent 57,8% des titres de la société au 31/08/2017. Ils n'ont réalisé aucune opération avec Trigano en dehors de celles liées aux fonctions de direction qu'ils exercent dans le groupe.

2.5.2. Rémunérations des mandataires sociaux :

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Salaires	1 458	1 014
Charges sociales	620	484
Jetons de présence	808	500
Palements en actions	-	-
Autres avantages	18	15
Total	2 904	2 013

2.5.3. Transactions avec les filiales. — Trigano réalise à titre onéreux pour le compte de ses filiales les prestations suivantes :

- Mise en place d'avances financières et de prêts ;
- Location d'immeubles ;
- Prestations de services administratifs et informatiques ;
- Mise à disposition de marques commerciales ;
- Négociation centralisée de certains achats.

La facturation de ces prestations est effectuée à des conditions normales. La totalité des flux correspondants est éliminée en consolidation. Par ailleurs, compte tenu du fort pourcentage de détention par Trigano des titres de ses filiales, l'impact de ces opérations sur la répartition des résultats entre le groupe et les minoritaires est négligeable.

2.5.4. Transactions avec les entreprises associées :

- Loisirs Finance : Sur l'exercice 2016/2017, Trigano a cédé à cette filiale des créances pour un montant total de 204,6 M€ (191,4 M€ au 31/08/2016). Au 31/08/2017, l'encours de créances cédées est de 75,6 M€ (66,4 M€ au 31/08/2016).

III. – Information sectorielle.

L'information sectorielle reflète la vue du principal décideur opérationnel (Direction Générale de Trigano) et est établie sur la base du reporting interne. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le groupe.

Les secteurs opérationnels du groupe sont « Véhicules de loisirs » et « Équipement des loisirs ».

La Direction Générale de Trigano évalue la performance des secteurs « Véhicules de loisirs » et « Équipement des loisirs » sur la base du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant. Les actifs et passifs ne faisant pas l'objet d'une information spécifique auprès de la Direction Générale, ils ne sont pas présentés dans le cadre de l'information sectorielle.

(En milliers d'Euros)	2016/2017		
	Véhicules de loisirs	Équipement des loisirs	Total consolidé
Chiffre d'affaires (1)	1 529 548	177 420	1 706 968
Résultat opérationnel courant sectoriel	135 009	13 493	148 502
% du chiffre d'affaires	8,8%	7,6%	8,7%
Résultat opérationnel sectoriel	153 141	13 437	166 578
Quote-part de résultat des entreprises associées	3 436		3 436

(1) Dont 662 447 K€ réalisés en France :

(En milliers d'Euros)	2015/2016		
	Véhicules de loisirs	Équipement des loisirs	Total consolidé
Chiffre d'affaires (1)	1 151 360	165 770	1 317 130
Résultat opérationnel courant sectoriel	86 883	13 258	100 141
% du chiffre d'affaires	7,5%	8,0%	7,6%
Résultat opérationnel sectoriel	86 048	13 260	99 308
Quote-part de résultat des entreprises associées	5 587		5 587

(1) Dont 554 967 milliers d'euros réalisés en France

IV. – Données opérationnelles.

4.1. Chiffre d'affaires et enregistrement des marges. — Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont reconnus lors du transfert des risques et avantages des biens vendus ou des services rendus. Pour les ventes de véhicules de loisirs, ce transfert intervient généralement lors de la mise à disposition des véhicules sur les parcs usines. Les ventes sont comptabilisées pour leur montant net de remises éventuelles, de participations publicitaires et d'escompte pour paiement anticipé.

4.2. Prêts et créances clients. — Il s'agit des actifs financiers, émis ou acquis par Trigano qui sont la contrepartie d'une remise directe de trésorerie, de biens ou de services à un débiteur. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme de montants significatifs non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont actualisés. Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les créances clients sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés n'est pas transféré à un tiers.

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale. Les créances cédées avec recours dans le cadre de programmes de financement des stocks des distributeurs de véhicules de loisirs ainsi que les effets escomptés non échus sont réintégrés à l'actif dans le poste « clients et autres débiteurs » et au passif dans le poste « passifs financiers courants » lorsque les critères de déconsolidation ne sont pas remplis.

Une provision pour dépréciation individualisée est comptabilisée lorsque des événements font douter du recouvrement d'une créance (mise en redressement ou liquidation judiciaire, impayés nombreux...). Cette provision tient compte, le cas échéant, des garanties obtenues.

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré ;
- les droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions :
- si Trigano a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité ;
- si Trigano a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

Les créances clients courantes et autres débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Avances et acomptes versés	1 746	2 544
Clients - part < 1 an	159 569	130 255
Montant brut	161 314	132 799
Dépréciation	-11 896	-11 978
Montant net	149 418	120 821

Les autres actifs non courants comprennent principalement les créances clients non courantes et se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Clients et comptes rattachés - part > 1 an	521	540
Autres créances - part > 1 an	6	4
Montant brut	527	544
Dépréciation	-468	-449
Montant net	59	95

Les créances clients prises dans leur ensemble s'analysent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Clients - part > 1 an	521	540
Clients - part < 1 an	159 569	130 255
Montant brut	160 090	130 795
Dépréciation - part > 1 an	-468	-449
Dépréciation - part < 1 an	-11 896	-11 978
Dépréciation	-12 363	-12 427
Montant net	147 727	118 368

L'antériorité des créances clients à la date de clôture s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Créances échues non dépréciées	31 203	24 930
Dont entre 0 et 30 jours	11 185	11 350
Dont entre 31 et 90 jours	10 186	6 723
Dont entre 91 et 180 jours	7 037	3 633
Dont plus de 180 jours	2 795	3 224
Créances non échues et non dépréciées	114 540	90 254
Créances dépréciées	14 347	15 611
Total des créances clients en valeur brute	160 090	130 795

L'évolution de la dépréciation des créances clients s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	
Dépréciation clients au 31/08/2015	-15 671
Dotations	-922

Reprises pour utilisations	4 006
Reprises de reliquats non consommés	159
Dépréciation clients au 31/08/2016	-12 427
Variation de périmètre	-45
Dotations	-1 001
Reprises pour utilisations	979
Reprises de reliquats non consommés	131
Dépréciation clients au 31/08/2017	-12 363

4.3. Stocks et en-cours. — Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient, selon la méthode du FIFO - premier entré, premier sorti, ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût de revient s'entend net de remises éventuelles et d'escompte pour paiement anticipé. La quote-part de charges liée à la sous-activité est exclue de la valeur des stocks. Les véhicules destinés à la location sont enregistrés en stock si leur durée d'utilisation prévisionnelle pour cette activité est inférieure à un an. Dans le cas contraire, ils sont enregistrés en immobilisations corporelles.

Les matières premières et composants inactifs sont dépréciées en fonction de leur degré de vétusté et de leur possibilité de revente ou de réutilisation dans les fabrications futures. Les produits finis, marchandises et pièces détachées font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur réalisable est inférieure à leur coût de revient.

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Matières premières	126 293	98 819
En-cours	19 396	17 606
Marchandises	62 410	46 533
Produits finis	126 404	88 351
Montant brut	334 503	251 309
Dépréciation	-12 099	-11 439
Montant net	322 404	239 870

4.4. Fournisseurs et autres créiteurs :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Dettes fournisseurs d'exploitation	285 311	210 239
Dettes fournisseurs d'immobilisations	3 790	3 542
Total	289 101	213 781

4.5. Autres actifs et autres passifs courants et non courants :

— Autres actifs courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Personnel	464	391
État, autres collectivités territoriales et organismes sociaux	14 348	19 664
Charges constatées d'avance	8 466	7 210
Autres actifs	69 707	61 135
Montant brut	92 985	88 399
Dépréciation	-66	-76
Montant net	92 918	88 323

— Autres passifs courants :

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Avances et acomptes reçus	6 109	2 079
Dettes sociales	37 670	30 996
Dettes fiscales	16 026	10 841
Autres passifs	15 814	12 896
Total	75 620	56 812

— Autres passifs non courants :

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Produits constatés d'avance - part > 1 an	1 028	655

Autres	3	2
Total	1 031	657

4.6. Amortissements et dépréciations :

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	-15 643	-13 629
Reprises sur amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	60	12
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles en location financement	-685	-622
Dotations aux amortissements	-16 268	-14 239
Dotations aux dépréciations sur actifs circulants	-7 996	-9 043
Reprises de dépréciations sur actifs circulants	8 433	12 579
Dotations aux provisions pour risques et charges	-15 766	-12 656
Reprises de provisions pour risques et charges	11 888	11 272
Dotations aux provisions nettes des reprises	-3 440	2 152
Total	-19 708	-12 087

4.7. Autres produits et charges opérationnels. — Cette rubrique enregistre les effets des événements intervenus pendant la période comptable, qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise.

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Résultat de cessions d'actifs	1 084	-
Plus-value liée à la réévaluation de titres dans le cadre d'une prise de contrôle (1)	17 811	-
Autres produits opérationnels	18 895	-
Impact des restructurations	-116	-349
Frais d'acquisition des titres	-704	-
Résultat de cessions d'actifs	-	-483
Autres charges opérationnelles	-819	-832
Total	18 076	-832

(1) Cf. note 2.3.1 Évolution du périmètre.

4.8. Données relatives au personnel :

— Charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Salaires et traitements	-151 956	-128 018
Charges sociales	-46 109	-40 097
Personnel extérieur	-31 800	-22 401
Autres avantages	-6 693	-4 646
Total	-236 558	-195 163

— Effectifs :

Effectif moyen du Groupe	2016/2017	2015/2016
Dirigeants	81	77
Cadres	365	340
Employés	1 210	1 141
Ouvriers	4 378	3 475
Total	6 034	5 033

4.8.3. Avantages au personnel. — Le groupe participe dans les pays où il est implanté aux régimes légaux accordant des avantages aux salariés. Il s'agit principalement des indemnités dues aux membres du personnel en cas de départ à la retraite (France notamment) ou quelle qu'en soit la cause (TFR en Italie). En application de la norme IAS 19, ces engagements envers le personnel sont enregistrés au passif du bilan dans les postes de provisions. Ils sont évalués sur la base de calculs actuariels intégrant des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'inflation. Le groupe revoit périodiquement l'évaluation de ses engagements de retraite. Les effets des changements d'hypothèses actuarielles et des différences entre les hypothèses utilisées et les données réelles constatées sont évalués.

Le groupe reconnaît en autres éléments du résultat global la totalité des gains et pertes actuariels.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des provisions de départ à la retraite en France sont les suivantes :

— Taux de rotation du personnel : selon l'historique de l'entité ;

- Table de mortalité : table statistique communément admise ;
- Taux attendu d'augmentation de salaires : selon statistiques de l'entité ;
- Taux d'actualisation : taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (1,15% au 31/08/2017 ; 0,80% au 31/08/2016) ;
- Age de départ à la retraite : 65 ans, à l'initiative du salarié.

Pour ces provisions, une variation de +/- 25 points de base sur le taux d'actualisation aurait pour impact une variation de l'engagement de respectivement -3,3% et +3,4%.

Les provisions pour indemnités de fin de contrat sont présentées dans la note 6.2.

4.8.4. Paiement en actions. — Il n'existe aucun plan d'options de souscription d'actions en cours de validité.

V. – Immobilisations.

5.1. Immobilisations incorporelles :

5.1.1. Écarts d'acquisition. — Les écarts d'acquisition affectés aux groupes d'unités génératrices de trésorerie VDL et Remorques (composante principale de l'activité EDL) ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment en cas d'indices de pertes de valeur. Les modalités des tests de dépréciation retenues par le groupe sont décrites au paragraphe 5.4 «Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé».

5.1.1.1. Répartition par activité :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017			31/08/2016		
	Brut	Dép.	Net	Brut	Dép.	Net
Véhicules de loisirs	98 013	-4 132	93 880	59 719	-4 132	55 587
Équipement des loisirs (1)	21 248	-	21 248	17 858	-	17 858
Total	119 261	-4 132	115 128	77 577	-4 132	73 444
(1) Dont Remorques 21 131 k€ au 31/08/2017 (17 740 K€ au 31/08/2016)						

5.1.1.2 Variation de la valeur nette comptable :

(En milliers d'Euros)	
Au 31/08/2015, valeur nette cumulée	73 989
Écarts d'acquisition constatés dans l'exercice	14
Pertes de valeur de l'exercice	-
Effet des variations de change	-559
Au 31/08/2016, valeur nette cumulée	73 444
Écarts d'acquisition constatés dans l'exercice (1)	44 824
Pertes de valeur de l'exercice	-
Effet des variations de change	-3 140
Au 31/08/2017, valeur nette cumulée	115 128
(1) Trigano a déterminé au 31/08/2017 l'écart d'acquisition d'Auto-Sleepers Investments à 41.4 M€ et celui d'Hubière à 3.4 M€. Ces montants sont provisoires et sont susceptibles d'être modifiés, conformément à IFRS 3, jusqu'au 02/01/2018 pour Auto-Sleepers Investments et jusqu'au 26/07/2018 pour Hubière. (Cf. note 2.3. Évolution du périmètre de consolidation).	

5.1.2. Autres immobilisations incorporelles. — Les actifs incorporels acquis séparément par Trigano sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et ceux acquis par voie de regroupement d'entreprises à leur juste valeur. Ils sont principalement constitués de logiciels acquis, de coûts de développement des logiciels utilisés en interne, de procédés, marques et brevets. Les autres immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Les coûts de développement sont capitalisés dès lors que la faisabilité technique, les perspectives de vente et la fiabilité de l'évaluation sont assurées. Ils sont amortis sur 5 ans.

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017			31/08/2016		
	Brut	Amort. ou Provisions	Net	Brut	Amort. ou Provisions	Net
Concessions brevets, marques et droits similaires	23 725	-8 523	15 201	23 283	-7 754	15 529
Frais de recherche et développement	1 272	-1 023	249	1 201	-891	310
Autres immobilisations incorporelles	9 140	-5 607	3 532	8 305	-5 042	3 263
Total	34 136	-15 154	18 982	32 789	-13 688	19 101

Les variations des immobilisations incorporelles sur les exercices 2016 et 2017 sont analysées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Brut	Amortissements	Net
Au 31/08/2015	31 096	-12 366	18 730
Variations du périmètre			
Acquisitions de l'exercice	1 835		
Sorties de l'exercice	-153	153	
Écarts de conversion	12	28	
Dotations de l'exercice		-1 504	
Au 31/08/2016	32 789	-13 688	19 101
Variations du périmètre	73	-73	
Acquisitions de l'exercice	1 473		
Sorties de l'exercice	-185	151	
Écarts de conversion	-14	18	
Dotations de l'exercice		-1 563	
Au 31/08/2017	34 136	-15 155	18 982

5.2. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production et celles acquises par voie de regroupements d'entreprises à leur juste valeur.

Les frais d'acquisition d'immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations pour leur montant avant impôt.

Les composants d'une immobilisation sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilisation sont significativement différentes. Les terrains ne sont pas amortis.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée du bien en tenant compte de sa valeur résiduelle. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Aménagements des terrains	10 à 20 ans
Constructions gros œuvre	30 à 50 ans
Constructions agencements	15 à 20 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 30 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017			31/08/2016		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	28 090	-1 775	26 315	23 019	-1 998	21 022
Constructions	130 310	-56 965	73 345	116 022	-52 676	63 346
Installations techniques, matériels et outillages industriels	126 473	-86 631	39 842	108 795	-80 266	28 528
Autres immobilisations corporelles	46 804	-33 818	12 985	42 755	-30 951	11 804
Immobilisations en cours	14 289		14 289	11 580		11 580
Total	345 966	-179 190	166 777	302 170	-165 891	136 279

Les variations des immobilisations corporelles sur les exercices 2016 et 2017 sont analysées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Brut	Amortissements	Net
Au 31/08/2015	276 818	-157 573	119 245
Variation du périmètre	-	-	-
Acquisitions de l'exercice (1)	32 038	-	-
Sorties de l'exercice	-4 776	3 262	-
Écarts de conversion	-1 909	1 155	-
Dotations de l'exercice	-	-12 736	-
Au 31/08/2016	302 170	-165 891	136 279
Variation du périmètre	13 618	-6 977	-
Acquisitions de l'exercice (1)	41 015	-	-
Sorties de l'exercice	-9 135	7 362	-

Écarts de conversion	-1 702	1 022	-
Dotations de l'exercice	-	-14 706	-
Au 31/08/2017	345 967	-179 190	166 777

(1) Dont location financement : 0 K€ en 2016/2017 ; 2 640 K€ en 2015/2016

5.3. Contrats de location. — Les biens financés dans le cadre de contrats de location-financement sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux à venir au titre de la location. Les contrats de location sont traités comme des contrats de location financement dès lors qu'ils transfèrent au preneur la majeure partie des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués, que la propriété des biens soit ou non transférée en fin de contrat.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges jusqu'à l'échéance du contrat.

Le montant des contrats de location capitalisés en immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017			31/08/2016		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	2 198	-	2 198	2 198	-	2 198
Constructions	25 041	-12 930	12 111	25 041	-12 245	12 796
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 346	-1 346	-	1 346	-1 346	-
Autres immobilisations corporelles	1 246	-1 035	211	1 246	-1 035	211
Total	29 832	-15 311	14 520	29 832	-14 627	15 205

5.4. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé :

5.4.1. Principes. — En dehors des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, affectés à chacune des UGT ou à chacun des groupes d'UGT qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur.

— Unités Génératrices de Trésorerie : Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) constituent des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Trigano a défini l'UGT comme étant la business unit, correspondant, généralement au sein du groupe, à une entité juridique.

— Test de dépréciation : Les tests de dépréciation consistent à s'assurer que la valeur nette comptable est au moins égale à la plus élevée de la juste valeur, diminuée des coûts de vente et de la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif à laquelle s'ajoute une valeur terminale. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur 5 ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux de croissance constant ou décroissant, et actualisés en retenant les taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini d'un flux annuel normatif basé sur le flux de trésorerie issu de la dernière année des prévisions.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel. Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes. Une perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise.

Pour les besoins de réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie selon la méthodologie décrite précédemment.

5.4.2. Tests de dépréciation au 31/08/2017. — Les tests de dépréciation ont été réalisés en date du 31 août 2017, pour chacun des groupes d'UGT concernés (VDL et Remorques). La valeur recouvrable des actifs non courants a été déterminée à partir de la valeur d'utilité calculée en utilisant les flux de trésorerie prévisionnels après impôt sur une période de cinq ans. Ces flux intègrent les dernières prévisions budgétaires des entités concernées, en particulier les évolutions de vente et de parts de marché par pays ainsi que les dernières prévisions d'évolution de prix de revient. Les prévisions budgétaires servant de base au plan d'affaires sont établies à partir des données historiques.

Les principales hypothèses retenues par Trigano sont :

- Taux de croissance à l'infini utilisé : 1,5% (sans changement par rapport à 2016) ;
- Taux d'actualisation après impôt retenu : 7,0% (6,8% en 2016).

La valeur terminale est calculée à partir du dernier flux de trésorerie normalisé et du taux de croissance à l'infini. Ces tests ont permis de valider la valeur dans les comptes des actifs non courants. Une variation à la hausse de 1% du taux d'actualisation, le décalage d'un an de la croissance des ventes, la variation à la baisse de 0,5% de l'EBITDA du flux normatif ou la réduction du taux de croissance à l'infini à 1% n'entraîneraient pas de nécessité de déprécier les actifs non courants de chacun de ces groupes d'UGT.

VI. – Autres provisions et passifs éventuels.

6.1. Provision pour garantie. — La provision correspond au coût potentiel engendré par les garanties contractuelles données aux clients. Elle est établie en fonction des données statistiques recueillies par type de produits. Les périodes couvertes varient en fonction des conditions contractuelles et légales.

Les dépenses prises en compte correspondent aux coûts directs internes et externes calculés sur la base des derniers prix connus. Compte tenu de la faiblesse de l'impact sur les comptes, les flux futurs ne sont ni inflatés ni actualisés. Le montant des décaissements futurs est enregistré en fonction de l'échéance prévue en provisions à long terme ou en provisions courantes.

6.2. Autres provisions. — Une provision est comptabilisée lorsque l'extinction d'une obligation résultant d'un événement passé doit se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour un montant pouvant être estimé de manière fiable. Une provision pour restructuration n'est comptabilisée que dès lors qu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

Les évolutions des provisions courantes et à long terme sur l'exercice 2016/2017 sont les suivantes :

— Provisions courantes :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassements	Écarts de conversion	31/08/2017
Provisions pour garantie - part < 1 an	9 454	9 816	-8 760	-	369	-56	10 823
Provisions pour litiges et risque divers – part < 1 an	1 282	788	-1 097	-	1	-	974
Provisions pour fin de contrat	242	25	-17	-	-	-	250
Total	10 978	10 629	-9 874	-	370	-56	12 047

— Provisions à long terme :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassements	Écarts actuariels	Écarts de conversion	Variation de périmètre	31/08/2017
Provisions pour garantie - part > 1 an	7 046	5 060	-1 685	-	-368	-	-144	754	10 663
Provisions divers pour litiges et risques	1 194	236	-351	-	-1	-	-	-	1 078
Provisions pour fin de contrat (1)	11 333	513	-392	-	-	-402	-	184	11 237
Total	19 573	5 809	-2 428	-	-369	-402	-144	938	22 977

(1) Dont effet d'actualisation : 95 K€ au 31/08/2017 ; 69 K€ au 31/08/2016.

Les provisions pour litiges et risques divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale, commerciale ou fiscale.

6.3. Passifs éventuels. — Aucune action significative n'est en-cours à l'encontre de Trigano au 31/08/2017.

VII. – Financements et instruments financiers.

7.1. Actifs et passifs financiers :

7.1.1. Actifs financiers. — Les actifs financiers sont composés des prêts et créances, des actifs disponibles à la vente et d'actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. Le groupe n'a pas d'actifs détenus jusqu'à l'échéance et dispose d'un montant non significatif d'actifs disponibles à la vente.

Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat représentent les actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme.

Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les autres actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur du prix payé, augmentée des coûts d'acquisition. Les acquisitions et cessions d'actifs financiers sont enregistrées à leur date de règlement.

— Autres actifs financiers :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Prêts	1 982	4 989
Dépôts et cautionnements versés	848	915
Autres	333	352
Montant brut	3 163	6 156
Dépréciation	-311	-311

Actualisation	-251	-171
Montant net	2 599	5 674

— Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme facilement convertibles en un montant connu et présentant un risque négligeable de changement de valeur.

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Équivalents de trésorerie	1 400	
Disponibilités	135 451	90 243
Total	136 851	90 243

7.1.2. Passifs financiers. — Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- des passifs financiers au coût amorti ;
- des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti. — Les emprunts et autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement font partie du coût amorti des emprunts et dettes financières. Ils sont présentés en diminution ou en augmentation des emprunts, selon le cas, et ils sont amortis de manière actuarielle.

Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. — Ils représentent les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat. Ils comprennent également les dettes de différé de paiement sur acquisitions.

Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires (put). — Les «put» accordés aux actionnaires minoritaires font l'objet de la reconnaissance d'une dette financière à la juste valeur qui se substitue aux intérêts ne donnant pas le contrôle. La variation de juste valeur est reconnue comme une transaction entre actionnaires, c'est à dire en capitaux propres. Seul le coût financier (désactualisation) est reconnu en résultat financier.

Dérivés et comptabilité de couverture. — Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et toute variation de leur juste valeur est comptabilisée en résultat. Le groupe utilise la possibilité offerte par la norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de juste valeur, la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. Les variations de la juste valeur des dérivés sont également inscrites en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement ;
- en cas de couverture de flux de trésorerie futurs, la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite nette d'impôt en capitaux propres pour la partie efficace et en résultat pour la partie inefficace.

La comptabilité de couverture s'applique si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;
- l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financières ».

Les passifs financiers se décomposent ainsi :

— Passifs financiers non courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017		31/08/2016	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
Emprunts et dettes assimilées à plus de cinq ans (1)	-	1 829	14 686	2 278
Emprunts et dettes assimilées de un à cinq ans (2)	45 875	1 679	1 921	1 605
Autres	17	-	25	-
Total	45 892	3 508	16 632	3 883
Total passifs financiers non courants	49 400	-	20 515	-

(1) Dont paiement différé actualisé sur acquisition : 0 K€ au 31/08/2017 ; 14 686 K€ au 31/08/2016

(2) Dont paiement différé actualisé sur acquisition : 45 074 K€ au 31/08/2017 ; 993 K€ au 31/08/2016

Dont put sur intérêts ne donnant pas le contrôle : 183 K€ au 31/08/2017 ; 240 K€ au 31/08/2016

— Passifs financiers courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017		31/08/2016	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
Emprunts à moins d'un an (1)	4 187	375	10 198	358
Concours bancaires courants	312	-	976	-
Intérêts courus non échus	26	-	13	-
Total	4 525	375	11 187	358
Total passifs financiers courants	4 900	-	11 545	-

(1) Dont paiement différé sur acquisition : 2 919 K€ au 31/08/2017 ; 159 K€ au 31/08/2016

7.1.3. Juste valeur des instruments financiers. — Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

— l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;

— l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2) ;

— au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers par catégorie :

(En milliers d'Euros)	Ventilation par catégorie d'instruments au 31/08/2017						
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	2 599	2 599		11	2 589		
Autres actifs long terme	59	59			59		
Clients et autres débiteurs	149 418	149 418			149 418		
Autres actifs courants (1)	92 918	92 918	5 040		87 878		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	136 851	136 851	136 851				
Total Actifs financiers	381 845	381 845	141 891	11	239 944		
Passifs financiers non courants (2)	49 400	49 400	45 074			4 326	
Autres passifs non courants	1 031	1 031				1 031	
Passifs financiers courants (2) (3)	4 900	4 900	2 919			1 981	
Fournisseurs et autres créditeurs	289 101	289 101				289 101	
Autres passifs courants (1)	75 620	75 620	783			74 837	
Total Passifs financiers	420 052	420 052	48 776			371 275	

(En milliers d'Euros)	Ventilation par catégorie d'instruments au 31/08/2016						
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	5 674	5 674		31	5 643		
Autres actifs long terme	95	95			95		
Clients et autres débiteurs	120 821	120 821			120 821		
Autres actifs courants (1)	88 323	88 323	3 494		84 829		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	90 243	90 243	90 243				
Total Actifs financiers	305 156	305 156	93 737	31	211 387		
Passifs financiers non courants (2)	20 515	20 515	15 679			4 836	
Autres passifs non courants	657	657				657	
Passifs financiers courants (2) (3)	11 545	11 545	159			11 386	
Fournisseurs et autres créditeurs	213 781	213 781				213 781	
Autres passifs courants (1)	56 812	56 812	216			56 382	76
Total Passifs financiers	303 310	303 310	16 054			287 042	76

(1) Actifs financiers à la juste valeur par résultat : la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont mis à leur juste valeur sur la base des évaluations transmises par les banques ; les autres actifs et passifs courants sont constitués des achats et ventes à terme et du swap de taux décrits ci-après. De même qu'au 31/08/2016, ils sont de catégorie 2.

(2) Les dettes financières étant essentiellement à taux variables, la juste valeur est équivalente à la valeur inscrite au bilan.

(3) Les passifs financiers à la juste valeur sont constitués des dettes de différé de paiement sur acquisitions. De même qu'au 31/08/2016, ils sont de catégorie 3. Ces passifs sont évalués sur la base des données contractuelles en tenant compte des prévisions de résultat revues par la Direction de Trigano et actualisées à des taux spécifiques aux passifs concernés (0,4% pour la zone euro et 1% pour la £).

7.2. Résultat financier. — Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier, des dividendes reçus des sociétés non consolidées, des variations de juste valeur des actifs financiers hors trésorerie et des dérivés non concernés par la comptabilité de couverture, des résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie, des résultats d'actualisation et des résultats de change portant sur des éléments ne faisant pas partie de l'endettement financier net.

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Intérêts et produits financiers	1 221	341
Intérêts et charges financières	-2 395	-1 989
Coût de l'endettement financier net	-1 174	-1 648
Différence de change	4 168	4 609

Réévaluation à la juste valeur des dettes sur acquisitions	-11 618	-6 308
Autres produits (charges)	-55	-7
Total	-8 679	-3 353

La mise à jour du paiement différé sur l'acquisition de Luano Camp, compte tenu des prévisions de résultat de la filiale et sur la base d'un taux d'actualisation de 0,4%, a entraîné la constatation d'une charge financière de 10 747 k€ correspondant à la variation de juste valeur de la dette, conformément à IAS 39.

7.3. Gestion des risques :

Risque de change. — Trigano est exposé au risque de change pour une partie de son chiffre d'affaires (principalement au Royaume-Uni) et de ses approvisionnements, notamment ceux facturés en Dollar ou Livre Sterling.

Trigano sécurise sa marge opérationnelle en couvrant sur un horizon correspondant à son portefeuille de commandes (2 à 6 mois) les principaux risques après avoir opéré des compensations entre les flux anticipés dans les monnaies principales. Aucune couverture n'est effectuée sur le Zloty car le risque est jugé acceptable par Trigano.

Les contrats d'achats et de ventes à terme de devises sont évalués à leur juste valeur à la clôture. Le produit enregistré à ce titre sur la période s'élève à 806 K€ en 2017 (produit de 2 942K€ en 2016).

Sensibilité au risque de change :

(En millions d'Euros)	Au 31/08/2017		
	GBP	USD	PLN
Hypothèse d'appréciation de l'Euro	10%	10%	10%
Impact sur le résultat net avant impôt	-9,5	1,0	0,6
Impact sur les capitaux propres	-3,1	-	-0,6

(En millions d'Euros)	Au 31/08/2016		
	GBP	USD	PLN
Hypothèse d'appréciation de l'Euro	10%	10%	10%
Impact sur le résultat net avant impôt	-6,8	1,1	0,6
Impact sur les capitaux propres	-3,3	-	-0,6

Risque de taux Trigano n'ayant pas d'endettement à la clôture n'est pas concerné par un risque de taux.

Risque de liquidité. — Le risque de liquidité est couvert par la faiblesse du taux d'endettement financier et par l'importance des actifs immobiliers sur lesquels aucune garantie n'a été accordée aux organismes financiers.

Afin de réduire encore son risque de liquidité, la société a signé le 13 juillet 2017 un contrat sur 5 ans avec ses banques prévoyant la mise en place de crédits pour un montant de 150 M€. Les emprunts et dettes correspondants sont assortis d'engagements de respect de ratios financiers applicables à compter du 31/08/2018 :

- endettement net consolidé sur fonds propres < ou = 1 ;
- endettement net consolidé sur EBITDA consolidé < ou = 3.

Risque de crédit. — Le risque de crédit est limité par la dispersion des distributeurs, dont aucun ne représente plus de 2,5% du chiffre d'affaires consolidé. Un système d'analyse d'informations financières et commerciales permet de prévenir et de contenir les principaux risques de défaillance. Il est complété par un programme d'assurance crédit couvrant les créances sur les distributeurs dans les pays où l'expertise de Trigano n'est pas jugée suffisante pour gérer le risque.

En ce qui concerne les caravanes et camping-cars, la conservation jusqu'au paiement complet des documents nécessaires à l'immatriculation des véhicules permet dans la plupart des cas de limiter le risque au montant de la marge commerciale.

Enfin, dans plusieurs pays, à la demande de ses distributeurs, Trigano a développé des partenariats avec des sociétés spécialisées dans le financement des stocks de véhicules. Ces accords permettent généralement au distributeur de régler au comptant sa créance et de bénéficier d'un crédit couvrant la période d'exposition. L'engagement de Trigano se limite à une aide à la recommercialisation des produits en cas de défaillance du distributeur (cf. note 2.4.4). En France, Trigano a développé avec Loisirs Finance un système incitatif permettant aux distributeurs de financer leur stock de véhicules neufs à un coût dégressif pouvant aller jusqu'à la gratuité en fonction de leur production de crédits aux particuliers.

Risque action. — Trigano n'est pas exposé à un risque action.

7.4. Engagements hors bilan. — Néant.

VIII. – Impôts sur les bénéfices et impôts différés.

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du groupe, corrigé de la fiscalité différée. La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les reports fiscaux déficitaires et certains retraitements de consolidation. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que la société concernée disposera dans le futur de bénéfices imposables sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés. Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle et, conformément à la norme IAS 12, ils ne sont pas actualisés.

8.1. Analyse de la charge d'impôts :

(En milliers d'Euros)	2016/2017	2015/2016
Résultat net	126 940	89 658
Dont résultat des sociétés mises en équivalence	3 435	5 587
Dont résultat des sociétés intégrées globalement	123 505	84 070
Charge d'impôts comptabilisée	-34 394	-11 885
Résultat avant impôts des sociétés intégrées globalement	157 898	95 956
Charge théorique d'impôts (1)	-46 549	-29 539
Taux d'impôts théorique	29,5%	30,8%
Variation des déficits fiscaux non reconnus antérieurement	7 913	18 394
Variation de taux	-402	
Différence permanente sur plus-value sur participation	4 275	
Autres différences permanentes	370	-740
Total rapprochement	12 156	17 654
Charge d'impôts comptabilisée	-34 394	-11 885
Taux d'impôt apparent	21,8%	12,4%
(1) Au taux d'imposition de chaque entité.		

8.2. Impôts différés. — Les soldes d'impôts différés actif et passif s'analysent ainsi :

(En milliers d'Euros)	31/08/2017	31/08/2016
Impôts différés sur		
Immobilisations	-9 267	-10 651
Dépréciations et autres charges	13 403	5 509
Déficits reportables	21 857	35 639
Autres	-93	-178
Solde net actif / (passif) des impôts différés comptabilisés	25 900	30 319
Impôts différés Actif	31 597	37 340
Impôts différés Passif	-5 697	-7 021

Pour l'évaluation du caractère recouvrable de ses actifs d'impôt différés, Trigano a revu les hypothèses et options possibles dans le cadre de son processus d'arrêté des comptes. Les prévisions faites, que ce soit sur les résultats futurs ou sur d'autres possibilités d'imputation, ont confirmé les options prises à la clôture.

Le montant cumulé des pertes reportables n'ayant pas donné lieu à activation d'impôts s'élève au 31 août 2017 à 78 M€.

IX. – Capitaux propres et résultat par action.

9.1. Capitaux propres. — La politique de gestion des capitaux propres vise à préserver la continuité d'exploitation du groupe, à servir une rémunération aux actionnaires et à permettre le développement de l'activité, notamment par croissance externe.

Les capitaux propres de Trigano (société mère) ne sont soumis à aucune contrainte externe. Seuls ceux de Loisirs Finance (détenue à 49%) doivent respecter les ratios prudentiels imposés par la réglementation bancaire française et européenne.

M. François Feuillet et Mme Marie-Hélène Feuillet détiennent au 31 août 2017 57,8% du capital et 73,6% des droits de vote de Trigano. Le capital se compose de 19 336 269 actions entièrement libérées, d'une valeur nominale de 4,2567 €.

Instruments de capitaux propres et instruments composés. — Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis.

Frais de transactions sur capitaux propres. — Les frais externes directement attribuables aux opérations de capital ou sur instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.

Actions propres. — Les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions propres est inscrit directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession, nettes d'impôt, n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Détail des primes, actions propres et des autres réserves :

	31/08/2017	31/08/2016
Capital	82 310	82 310
Primes	4 184	4 184
Actions propres (1)	-4 412	-4 459
Réserves stock-options (2)	243	243
Réserves consolidées (3)	528 083	419 954

Écarts de conversion (4)	-18 638	-12 247
Total	591 769	489 985

(1) Trigano a signé un contrat de liquidité auquel une somme de 500 K€ a été affectée. Au 31 août 2017, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre de ce contrat est de 3 457 titres Trigano.

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale, des actions de la société ont été rachetées. Au 31 août 2017, le nombre d'actions propres s'élève à 181 878.

(2) Ce compte enregistre l'effet cumulé constaté en contrepartie de la charge d'amortissement des stock-options.

(3) Ce compte comprend :

- les réserves de la société mère après retraitements de consolidation ;
- la quote-part revenant au groupe des capitaux propres retraités de chacune des filiales diminuées de la valeur des titres détenus par le groupe et augmentée du goodwill éventuel ;
- l'effet cumulé des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs ;
- les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les variations de juste valeur des dérivés dans les opérations de couverture de flux de trésorerie.

(4) Ce compte comprend la part revenant au groupe des écarts de conversion, positifs ou négatifs, liés à l'évaluation au taux de clôture des capitaux propres des filiales étrangères et de la fraction des créances et des dettes faisant partie de l'investissement net dans les filiales étrangères.

Dividendes. — Le Directoire propose comme distribution relative à l'exercice clos le 31 août 2017 un dividende brut de 1,30 € par action ordinaire. Les états financiers présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires réunis en Assemblée Générale le 8 janvier 2018.

9.2. Résultat par action. — Le résultat par action est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, déduction faite des actions propres. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions qui ajoute au dénominateur le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (options), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

En nombre d'actions	2016/2017	2015/2016
Actions en circulation	19 336 269	19 336 269
Actions propres	-185 335	-185 900
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action	19 150 934	19 150 369

En nombre d'actions	2016/2017	2015/2016
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action	19 150 934	19 150 369
Nombre de stock-options dilutives		
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action	19 150 934	19 150 369

X. – Événements postérieurs à la clôture.

Le 22 septembre 2017, Trigano a procédé à l'acquisition de 85% du capital de la société Protej d.o.o, propriétaire du groupe Adria. Les 15% restants sont conservés par l'équipe de management d'Adria et pourront être acquis par Trigano dans les prochaines années.

Commercialisée depuis 1965, Adria est une marque établie de façon homogène sur l'ensemble du marché européen des véhicules de loisirs. L'entreprise conçoit et fabrique en Slovénie des camping-cars, des caravanes et des résidences mobiles. Le groupe emploie environ 1 700 salariés et a publié pour son exercice clos le 31/12/2016 un chiffre d'affaires de 355 M€ et un résultat net de 28 M€.

Le financement de cette acquisition est assuré par la mise en place de lignes de crédit spécifiques accordées par le pool bancaire de Trigano en septembre 2017.

En septembre 2017, Trigano a procédé à l'acquisition de 100% du capital de la société Michael Jordan (chiffre d'affaires de 10 M£), située au Royaume-Uni et spécialisée dans la distribution de véhicules de loisirs.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Aux actionnaires,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société

Trigano relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

— Justification des appréciations - Points clés de l'audit : En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation à la juste valeur des passifs financiers relatifs aux paiements différés des acquisitions des titres des filiales

Risques identifiés. — Au 31 août 2017, ces passifs financiers nets d'actualisation s'élèvent à M€ 48 dont M€ 45,1 de passifs financiers non courants et M€ 2,9 de passifs financiers courants (note 7.1.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Ces passifs financiers correspondent à la juste valeur des dettes de différé de paiement au titre des acquisitions. La variation ultérieure de cette juste valeur est constatée en résultat financier conformément à la norme IAS 39 (note 7.1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, paragraphe « passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat »).

Ces passifs financiers sont évalués à leur valeur actuelle sur la base des données contractuelles convenues entre les parties en tenant compte des prévisions de résultats revues par la direction de votre société et actualisées à des taux spécifiques à ces actifs (note 7.1.3 de l'annexe des comptes consolidés).

Nous avons considéré que l'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes du groupe et de l'utilisation d'hypothèses et d'estimations nécessaires à l'appréciation de cette juste valeur.

Notre réponse :

Nos travaux ont notamment consisté à :

- évaluer les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de flux de trésorerie notamment en les confrontant aux réalisations passées et aux perspectives de marché,
- examiner les données sous-tendant la détermination des taux utilisés pour actualiser ces passifs financiers,
- comparer les formules de calcul utilisées pour déterminer les dettes financières nettes avec les dispositions contractuelles.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 2.3.1, 7.1.2 et 7.1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Test de dépréciation de l'actif immobilisé des activités Véhicules de loisirs et Remorques

Risque identifié :

Au 31 août 2017, les actifs incorporels et corporels des activités Véhicules de loisirs et Équipements des loisirs (dont Remorques est la composante principale) s'élèvent à M€ 301 au regard d'un total bilan de M€ 1 065. Cet actif immobilisé est essentiellement composé de M€ 115 d'écarts d'acquisition, de M€ 19 d'autres immobilisations incorporelles et de M€ 167 d'immobilisations corporelles en valeur nette (notes 5.1 et 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les modalités des tests de dépréciation mis en œuvre sont décrites dans la note 5.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré que la valeur de ces actifs immobilisés est un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes du groupe et de l'utilisation d'hypothèses et estimations afin d'apprécier leur valeur recouvrable.

Notre réponse :

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation par le groupe. Nos travaux ont principalement consisté à :

- rapprocher les données composant la valeur nette comptable des unités génératrices de trésorerie testées avec les comptes consolidés,
- Evaluer les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de flux de trésorerie notamment en les confrontant aux réalisations passées et aux perspectives de marché,
- examiner le calcul du taux d'actualisation et corroborer certaines composantes de ce taux avec des données de marché disponibles,
- apprécier la sensibilité de la valeur aux paramètres d'évaluation, notamment au taux d'actualisation et aux différentes hypothèses retenues.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations fournies dans la note 5.4 « dépréciation des éléments de l'actif immobilisé » de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Trigano par l'Assemblée Générale du 8 janvier 2003 pour le cabinet BM&A et du 9 janvier 2006 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 août 2017, le cabinet BM&A était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet Ernst & Young Audit dans la douzième année.

— Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés :

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Objectif et démarche d'audit. — Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 18 décembre 2017.
Les Commissaires aux comptes :

BM&A :
Pascal de Rocquigny ;

Ernst & Young Audit :
Aymeric de La Morandière.

Renseignements juridiques des sociétés françaises consolidées

Sociétés	Forme sociale	Siège social	Capital social (en €)	N° immatriculation SIREN
TRIGANO	S.A. cotée*	100 Rue Petit 75019 Paris	82 310 249,75	722 049 459 RCS PARIS
ARTS ET BOIS	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	40 000,00	304 515 562 RCS PARIS
ATELIER TRIGANO	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	490 753 399 RCS PARIS
AUTOSTAR	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	1 000 000,00	333 120 434 RCS PARIS
BRUAND DÉVELOPPEMENT	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	200 000,00	326 055 977 RCS PARIS
CAMPING-CARS CHAUSSON	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	378 944 565 RCS PARIS
CARAVANES LA MANCELLE	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	10 400,00	378 291 504 RCS PARIS
CLAIRVAL	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	320 000,00	339 697 138 RCS PARIS
C.M.C. DISTRIBUTION FRANCE	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	88 877,78	471 501 098 RCS PARIS
C.M.C. FRANCE	S.C.P.	100 Rue Petit 75019 Paris	152 449,02	350 707 915 RCS PARIS
ECIM	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	421 257 494 RCS PARIS
EURO ACCESSOIRES	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	2 000 000,00	303 409 742 RCS PARIS
EUROP'HOLIDAYS	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	10 000,00	395 134 422 RCS PARIS
GROUPE REMORQUES HUBIERE	S.A.S.U.	Rue Théophile Legrand 59610 Fourmies	200 000,00	502 223 563 RCS PARIS
HTD PARTICIPATIONS	S.A.R.L.	130 Rte de Lamastre 07300 Tournon/Rhône	3 000,00	498 510 007 RCS AUBENAS
LE HALL DU CAMPING-CAR	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	50 000,00	821 762 523 RCS PARIS
LIDER	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	122 610,00	393 681 564 RCS PARIS
LOISIRS FINANCE	S.A.*	20 Av. G. Pompidou 92300 Levallois Perret	10 000 000,00	410 909 592 RCS NANTERRE
MAÎTRE EQUIPEMENT	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	400 000,00	310 096 938 RCS PARIS
MÉCADIS	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	150 000,00	377 989 264 RCS PARIS
MÉCANOREM	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	830 000,00	431 784 164 RCS PARIS
MISTERCAMP	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	82 025,00	431 483 361 RCS PARIS
NOTIN	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	679 000,00	498 148 808 RCS PARIS
OUEST VDL	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	500 000,00	483 632 444 RCS PARIS
PÉRIGORD VÉHICULES DE LOISIRS	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	150 000,00	383 039 880 RCS PARIS
PLSA	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	84 500,00	423 823 418 RCS PARIS
REMORQUES HUBIERE	S.A.S.U.	Rue Marceau Batteux 59610 Fourmies	215 000,00	344 766 258 RCS PARIS
RÉSIDENCES TRIGANO	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	40 000,00	378 738 041 RCS PARIS
RIVIERA FRANCE	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	81 600,00	421 648 247 RCS PARIS
RULQUIN	S.A.	100 Rue Petit 75019 Paris	1 000 000,00	309 358 273 RCS PARIS
TECHWOOD	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	351 216 759 RCS PARIS
TRIGANO JARDIN	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	7 667 295,70	303 773 923 RCS PARIS
TRIGANO MDC	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	9 000 000,00	775 735 020 RCS PARIS
TRIGANO REMORQUES	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	1 000 000,00	345 039 069 RCS PARIS

TRIGANO SERVICE	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	60 000,00	398 231 951 RCS PARIS
TRIGANO VDL	S.A.S.U.	100 Rue Petit 75019 Paris	7 000 000,00	458 502 838 RCS PARIS
TROIS SOLEILS	S.A.R.L.	100 Rue Petit 75019 Paris	20 000,00	380 916 114 RCS PARIS
SCI CMC	S.C.I.	100 Rue Petit 75019 Paris	15 244,90	351 437 280 RCS PARIS
SCI DE L'AMIRAL LEBRETON	S.C.I.	100 Rue Petit 75019 Paris	15 244,90	423 685 445 RCS PARIS
SCI DU COLONEL PETIT	S.C.I.	100 Rue Petit 75019 Paris	16 000,00	353 602 436 RCS PARIS
SCI DUCHESSE DE MIRABEL	S.C.I.	100 Rue Petit 75019 Paris	15 244,90	432 806 685 RCS PARIS
SCI DU HAUT ECLAIR	S.C.I.	Le Haut Éclair 72600 Mamers	15 244,90	347 520 835 RCS LE MANS
SCI DU PRÉSIDENT ARNAUD	S.C.I.	100 Rue Petit 75019 Paris	16 000,00	403 103 799 RCS PARIS
SCI DU PROFESSEUR PARMENTIER	S.C.I.	100 Rue Petit 75019 Paris	16 000,00	414 374 066 RCS PARIS
(*) À DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE				

1800126